VILLE DE
Châteaubernard

REVUE DE PRESSE

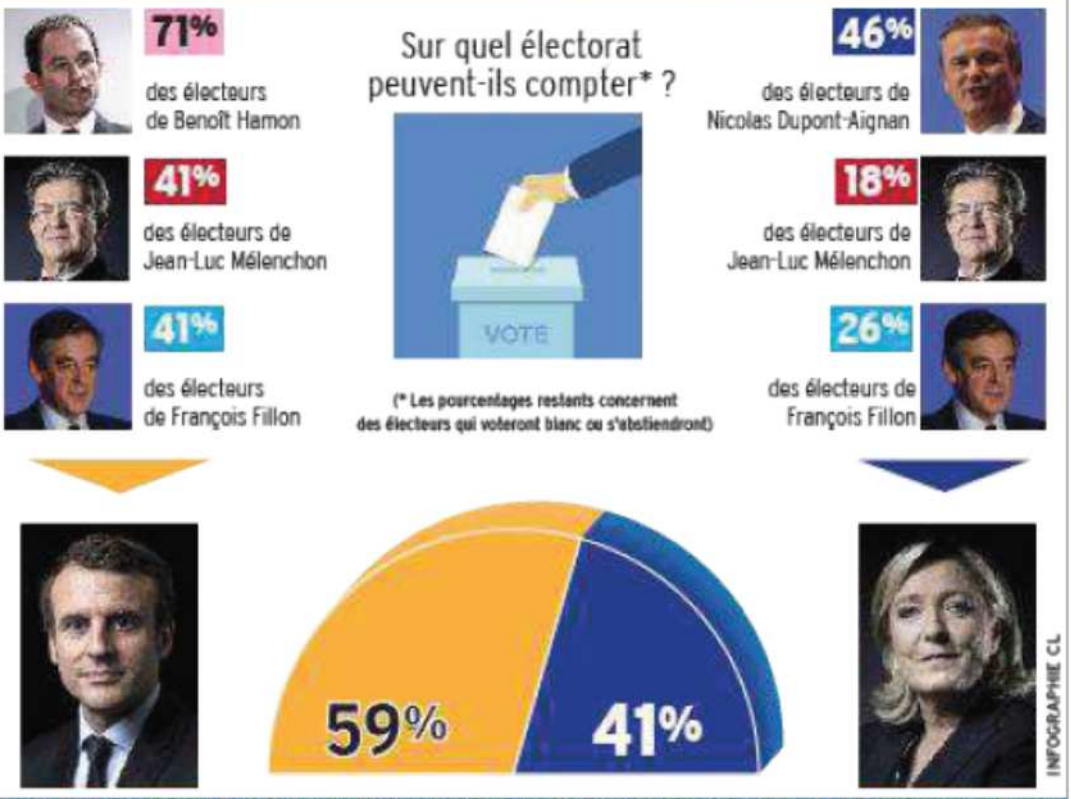
Mardi 02 mai 2017

SUD OUEST

Charente Libre

L'infographie

Macron/Le Pen: sur qui comptent-ils?



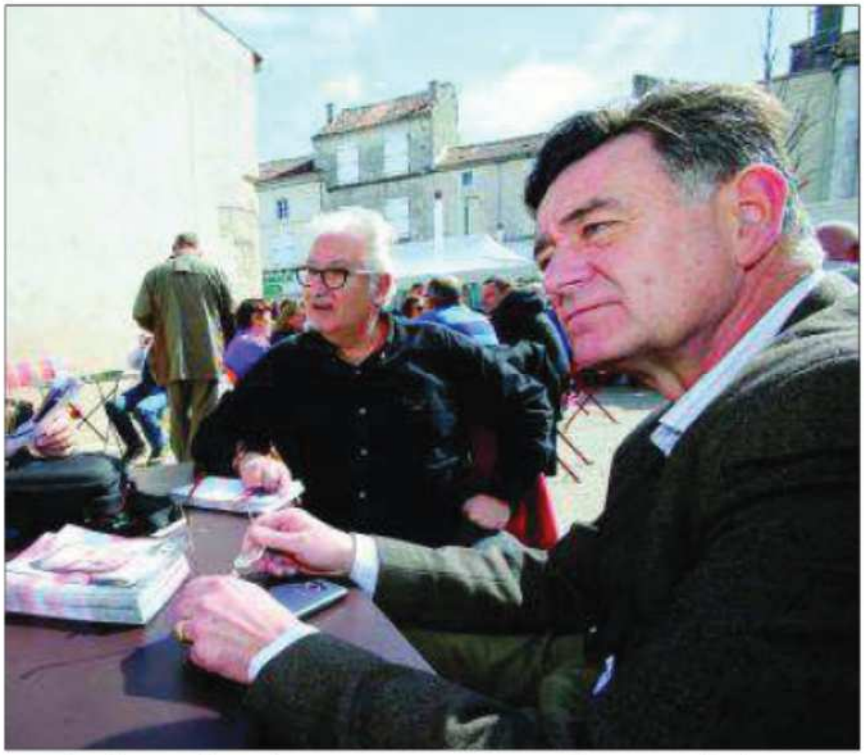
Enquête réalisée en ligne du 26 au 28 avril par BVA/Salesforce pour Orange et la presse régionale auprès de 1.438 personnes inscrites sur les listes électorales, selon la méthode des quotas. Cependant, les intentions de vote reposent sur la base des personnes certaines d'aller voter et ayant exprimé une intention de vote, soit 944 individus. Les intentions de vote ne constituent pas une prévision de résultat. Elles donnent une indication des rapports de force et des dynamiques au jour de la réalisation du sondage.

Même si l'écart s'est resserré, Emmanuel Macron reste encore largement gagnant selon le dernier sondage BVA pour CL et la presse régionale. Selon une autre enquête, réalisée cette fois par Opinion Way, il est crédité de 61% d'intentions de vote. Le candidat d'En Marche! peut compter sur une grande majorité des voix de Benoît Hamon mais ne fait en revanche pas le plein chez les autres électorats: 41% des personnes qui ont voté Mélenchon au premier tour vont s'abstenir. Le candidat de la France Insoumise n'a donné aucune consigne de vote. D'ailleurs, 15% des électeurs ne voteront pas, signe de l'insatisfaction face à l'offre de ce second tour.

Dupont-Aignan déstabilise ses soutiens en Charente

Le ralliement du candidat souverainiste à Marine Le Pen place ses partisans charentais face à un choix de vote difficile dimanche.

Lénaëlle SIMON
l.simon@charentelibre.fr



Après le ralliement de Nicolas Dupont-Aignan, Jean-Yves de Prat ouvre les bras à Marine Le Pen. Dominique de Lorgeril est plus réservé. Photo Majid Bouzzit

«*Debout le France n'est pas devenu une succursale du Front national.*» Nicolas Duquerroy, secrétaire départemental du mouvement souverainiste et ancien du FN, est ferme et garde confiance en son candidat. Toutefois, «*c'est l'erreur de ma vie*», disait-il avant le premier tour à propos de son passage au Front. «*Je ne suis pas une girouette, je n'ai pas changé d'avis.*» Dimanche, laisse-t-il entendre, il votera donc blanc.

En France, l'annonce du ralliement du candidat souverainiste à Marine Le Pen, samedi, a sérieusement éclairci les rangs du mouvement. En Charente, pas d'hécatombe. De la surprise et de la prudence. «*Je ne prendrai pas la parole pour Marine Le Pen, je ne veux plus rien avoir de FN entre les mains. Il est hors de question pour moi de fusionner avec le FN. Si c'était le cas, je quitterais le parti*», martèle Nicolas Duquerroy. «*Cette annonce ébranle mais je reste convaincu de la probité, de l'engagement et de désintéressement de Nicolas Dupont-Aignan*», loue Dominique de Lorgeril, qui glissera dans l'urne un bulletin Marine Le Pen. «*Le FN a beaucoup évolué. Aujourd'hui, il y a 25% de gens qui ont voté pour Marine Le Pen* (Ndlr: 21.3% au premier tour), *ce ne sont pas 25% de fachos. Il y avait des gens très peu recommandables, mais ils ont su les jeter. Nicolas Dupont-Aignan a réussi à infléchir certaines positions. Si on avait su que qu'il pourrait soutenir le FN, je l'aurais envoyé à la pêche*». «*Parrainer n'est pas soutenir,* tient à préciser l'élu, qui se classe plutôt *au centre-droit. Je n'ai jamais voté Dupont-Aignan car j'étais en désaccord sur de nombreux points, notamment l'aspect souverainiste. J'avais choisi de parrainer un 'petit' candidat pour*

> S'il m'avait dit à l'époque qu'il pourrait soutenir le FN, je l'aurais envoyé à la pêche.

ril. «*Il est certain qu'il ferait un très bon Premier ministre, à même de diriger la France avec discernement*». Le militaire assure ne pas avoir encore déterminé son vote. Toutefois, «*voter pour Marine Le Pen, ce n'est pas ce que j'envisageais et ce n'est pas ce que j'envisage*». «*Mais je suis davantage perturbé par un Fillon qui appelle à voter Macron qu'il a combattu durant toute sa campagne que par Nicolas Dupont-Aignan qui fait ce choix fort*», poursuit-il.

Il y en a un qui ne tergiversera pas, c'est Jean-Yves de Prat, président d'honneur de Debout la France en Charente, ancien du RPR, ex-adjoint de Philippe Mottet à Angoulême, passé aussi chez Philippe de Villiers. Lui glissera *tions du FN, ne serait-ce que pour l'Europe. Nous sommes à un tournant, il faut choisir entre le mondialisme financier et la défense des nations.*»

Une «trahison»

Michel Fougère, lui, est «*stupéfait et en colère*». Le maire de Criteuil qui avait donné son parrainage à Nicolas Dupont-Aignan, comme en 2012, se sent «*trahi*». «*S'il m'avait dit à l'époque qu'il pourrait soutenir le FN, je l'aurais envoyé à la pêche*», *favoriser une plus grande expression, pour ne pas qu'on se retrouve avec quatre grands partis et rien d'autre.*» Mais aujourd'hui, la messe est dite: «*Il a franchi le Rubicon, il n'a pas intérêt à revenir me voir.*»

(1) En Charente, contrairement à la Charente-Maritime, cette alliance ne devrait rien changer pour les législatives. Nicolas Duquerroy compte se présenter sur la troisième circonscription avec l'étiquette souverainiste. Dominique de Lorgeril devrait briguer la première mais étant toujours militaire, il sera sans étiquette.

Cognac: l'appel du père Baudoin

C'est un long texte envoyé à la presse -et lisible en intégralité sur le site de CL- pour répondre aux «*nombreuses demandes d'éclairage autour de moi*». Prêtre à Cognac, le père Baudouin de Beauvais, a décidé de prendre la parole avant le deuxième tour de l'élection présidentielle. Contrairement au Pape qui a refusé de se prononcer, il invite les chrétiens à choisir «*quelqu'un qui, avec ses défauts et ses qualités, est capable d'écouter et de travailler avec d'autres plutôt que quelqu'un qui, à lui tout seul et en calomniant ses adversaires, affirme péremptoirement qu'il a toutes les réponses*». Il propose «*d'aller vers ce qui nous unit plus et non vers ce qui va nous diviser encore*». Et s'appuie sur l'histoire: «*Méfions-nous des engouements faciles pour une personne qui prétend incarner un renouveau total et radical.*»

Au micro de RCF, Jacques Blaquart, évêque d'Orléans, ancien vicaire général du diocèse d'Angoulême, a lui, appelé à choisir En Marche! plutôt que le rejet et l'exclusion.

■ 6.000 personnes sont attendues ce week-end pour le championnat de France de gym organisé à Cognac ■ Résultat : tous les hôtels affichent complet.

La compet'de gym taille XXL dope le commerce

Julie PASQUIER
j.pasquier@charentelibre.fr

La Cognaçaise organise le championnat de France de gymnastique samedi, dimanche et lundi aux Vauzelles. Photo J. P.

Pour les touristes qui auraient prévu un petit week-end improvisé à Cognac, c'est raté. Les 6, 7 et 8 mai, la quasi-totalité des hôtels de la ville affiche complet. Et pour cause : près de 6.000 personnes sont attendues pour le championnat de France de gymnastique, organisé par La Cognaçaise, aux Vauzelles. 1.285 gymnastes vont concourir durant trois jours. Et avant même d'avoir eu la confirmation de leur qualification, ils ont pensé à réserver leur hébergement. « *On aurait eu 30 ou 40 chambres de plus, on les remplissait,* assure la responsable de la réception de l'hôtel Ibis, à Châteaubernard. *On a tellement de demandes, qu'on ne peut même pas faire de liste d'attente. Je dis aux gens de rappeler en fin de semaine au cas où il y aurait des désistements. Sinon, je les renvoie vers Angoulême ou Saintes.* »

Plein depuis février

L'hôtel La Résidence fait le plein également samedi soir. Les 17 chambres sont retenues depuis le mois de février. «*On ne va pas se leurrer ça fait marcher les affaires*», indique le patron de L'Oliveraie sur la place de la Gare. Pour le week-end prochain, il lui reste une chambre disponible sur les 29 que compte l'établissement. Une ou deux chambres à prendre également au Cheval Blanc, qui était complet il y a quinze jours. « *Mais il y a eu des annulations en fonction des qualifications.* » Un événement sportif très bon pour le commerce, reconnaît-on à l'office de tourisme, où l'on précise que les chambres d'hôtes et les meublés sont logés à la même enseigne. «*On va avoir du mal à loger ceux qui viennent pour des séjours classiques.*» Et pas seulement à Cognac. Jarnac profite également du championnat. Tous les mobile-homes du camping sont réservés. «*Si on en avait eu trente de plus, on les aurait loués*», assure en écho à l'Ibis, Fabienne Duvernois, la responsable. «*J'ai eu beaucoup de demandes. Je ne sais pas où ils ont atterri tous ces gens-là.*»

Restos pris d'assaut

Des familles qui vont aussi consommer sur place. «*Lors du championnat, il y a deux ans, Flunch a dû fermer. Buffalo Grill a été dépassé. Les pizzerias ont été prises d'assaut. On n'a vu que des survêt'de gym dans Cognac*», se souvient Patrick Winkler, le responsable technique du club de gym. De quoi donner un coup de boost aux commerçants cognaçais qui ont déjà profité, en ce pont du 1er Mai, de l'Open de tennis de table et du championnat de culturisme. Certains hôtels affichaient complets. «*Tout ce qui peut se passer sur Cognac est bénéfique pour le commerce local,* conclut Frédéric Personyre, au Cheval Blanc. *On est encore un peu tôt dans la saison. Sans ces événements sportifs, on ne ferait pas le plein.*»

Une tonne de frites et 1.600 saucisses

Avec 440 licenciés, il est le plus gros club sportif de Cognac. Le plus important club de gym de la Charente aussi. La Cognaçaise, qui fête cette année ses 130 ans, organise, pour la troisième fois, ce week-end, le championnat de France de gymnastique, catégories Nationale et Trophée fédéral. Tout le complexe des Vauzelles est réquisitionné pour l'occasion. La salle de gym servira de salle d'échauffement. Issus de 349 clubs de tout l'Hexagone, les 661 gymnastes féminines seront jugées dans la salle de basket et les 624 gymnastes masculins dans la salle de hand, où tous les agrès, qui vont arriver via trois semi-remorques, doivent être installés en fin de semaine par une armada de bénévoles. Des hommes et des femmes qui seront également mis à contribution tout le week-end pour l'accueil et le nettoyage. Mais aussi à la buvette, où l'on devrait servir une tonne de frites, 1.200 steaks, 1.600 saucisses... «*Peu de clubs se positionnent sur cette compétition. Il faut avoir un lieu pour accueillir. Financièrement, c'est lourd*», reconnaît Angélique Rivet, la présidente. Entre les juges, les officiels, les partenaires... le club prend à ses frais l'hébergement de 120 personnes. Au total, cette compétition représente un budget de près de 60.000 €. Mais le jeu en vaut la chandelle, selon les responsables de La Cognaçaise. «*Ça apporte une certaine notoriété au club. Ça montre notre dynamisme.*» La compétition démarrera samedi dès 9 heures pour se finir lundi, sur le coup de 16 heures. Elle est évidemment ouverte au public.

Championnat de France de gym, samedi et dimanche de 9 h à 21 h et lundi de 9 h à 16 h aux Vauzelles. Tarif: 15 € (13 € pour les titulaires d'une licence sportive). Pass trois jours: 40 € (35 € pour les licenciés).

Elles & ils

Julien Chollet

est obligé de mettre un terme à son projet de campagne d'affichage «Not Afraid» (Photo archives CL), qui avait pour but de répondre au *«visuel ignoble créé par l'équipe municipale de Robert Ménard, maire de Béziers»*. *«Tous les annonceurs ont refusé»* au motif que la campagne revêtait un caractère politique, déplore-t-il. *«Clear Channel pouvait éventuellement le faire au 4e trimestre 2017 mais sans aucune assurance sur la validation du visuel»*, dit le Cognaçais, qui espérait voir ses affiches fleurir entre les deux tours de la présidentielle. *«Je suis forcément très déçu»*, ajoute-t-il. Tous les contributeurs, qui ont participé via la site KissKissBankBank seront remboursés.

RN 141

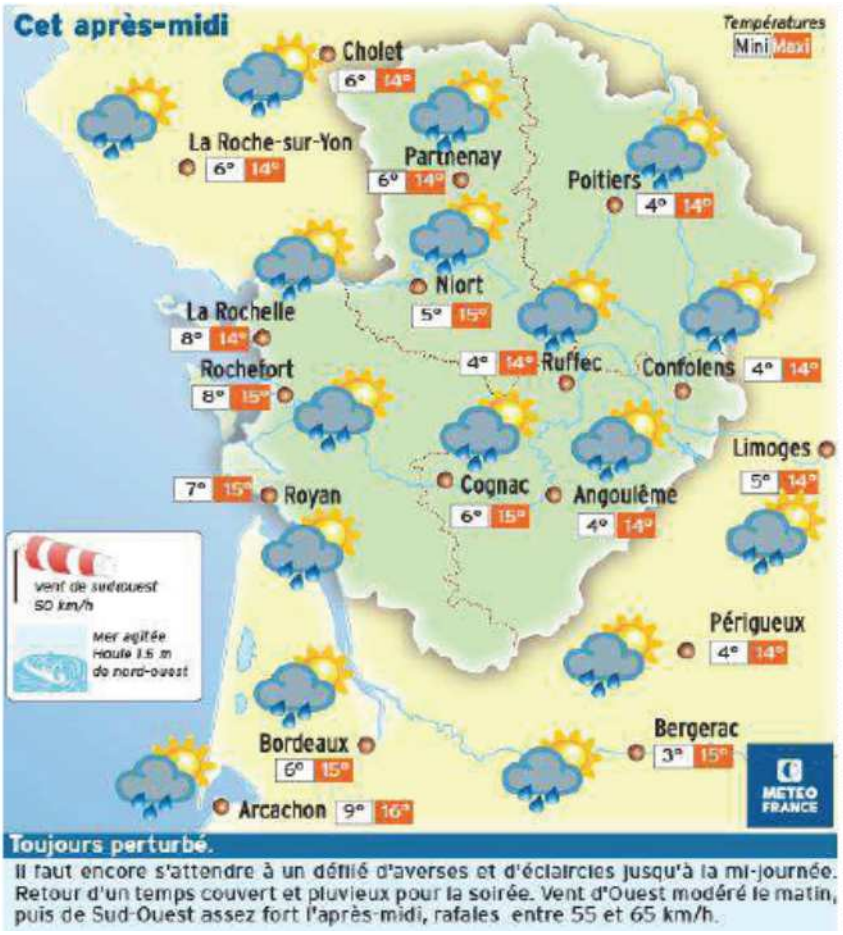
Chantier prolongé entre Gensac-la-Pallue et Bourg-Charente

Ils devaient s'achever vendredi dernier. Les travaux de réfection de la chaussée de la RN141, entre Gensac-la-Pallue et Bourg-Charente, sont finalement prolongés jusqu'à jeudi. Les voies restent donc fermées dans le sens Cognac-Angoulême. Les automobilistes sont invités à circuler sur les voies de gauche, à une vitesse limitée à 90 km/h. Et avec la plus grande prudence, les plots de signalisation ayant tendance à se retrouver régulièrement au beau milieu de la chaussée.

Le week-end en images

Une matinée pour se souvenir

À l'occasion du 72e anniversaire de la libération des camps de concentration et d'extermination, et du retour des déportés, une cérémonie a été organisée, dimanche matin, au monument aux morts de Cognac (Photo J. P.). Un moment pour se souvenir des victimes de la déportation. *«Face à la montée du nationalisme, du racisme, de l'antisémitisme, le message est d'une brûlante actualité»*, a dit Michèle Jubeau-Denis, fille de déportée, lisant l'hommage rendu partout en France. Un texte mettant en garde contre «la tentation des pays à se replier sur eux-mêmes au détriment de la solidarité», qui a été accompagné en chanson par la chorale L'Âge d'or de Matha.



Toujours perturbé.

Il faut encore s'attendre à un défilé d'averses et d'éclaircies jusqu'à la mi-journée. Retour d'un temps couvert et pluvieux pour la soirée. Vent d'Ouest modéré le matin, puis de Sud-Ouest assez fort l'après-midi, rafales entre 55 et 65 km/h.

Mardi

Royan	Cognac	Angoulême	Confolens
8° 16°	7° 17°	6° 16°	5° 15°

Mercredi

Royan	Cognac	Angoulême	Confolens
5° 19°	4° 20°	3° 19°	3° 19°

Jeudi

Royan	Cognac	Angoulême	Confolens
7° 21°	7° 22°	5° 22°	6° 20°

Vendredi

Royan	Cognac	Angoulême	Confolens
9° 23°	9° 24°	7° 26°	8° 22°

Samedi

Royan	Cognac	Angoulême	Confolens
11° 19°	11° 20°	10° 20°	10° 19°

Dimanche

Royan	Cognac	Angoulême	Confolens
10° 20°	10° 22°	9° 21°	9° 21°

Une joute à distance

Marine Le Pen et Emmanuel Macron se sont rendus coup pour coup hier à l'occasion du 1er Mai au cours de deux meetings, l'un à Villepinte, l'autre à Paris

«Le projet de l'extrême droite, c'est la violence» a répliqué Emmanuel Macron.

«Faites barrage à la finance» a lancé hier Marine Le Pen. Photos AFP

Les finalistes de la présidentielle se sont rendu coup pour coup hier par meetings et médias interposés, Marine Le Pen dépeignant son rival en «*adversaire du peuple*» tandis qu'Emmanuel Macron a mis en garde contre une victoire du FN, «*un aller sans retour*». A six jours du second tour, la journée du 1er mai a été l'occasion pour les duellistes de tenir leur dernier grand meeting de campagne -la candidate du Front national en Seine-Saint-Denis, celui d'En Marche! à Paris- avant de s'affronter à nouveau dans la soirée, à distance, sur les plateaux de télévision.

A la mi-journée, devant plusieurs milliers de ses partisans réunis au Parc des Expositions de Villepinte, Mme Le Pen avait lancé la charge contre son rival, affirmant que «*sa philosophie, c'est En marche ou crève!*»

La réplique n'a pas tardé. Emmanuel Macron a, devant plusieurs milliers de ses soutiens rassemblés à La Villette et au milieu de drapeaux européens et français mêlés, dressé un long réquisitoire contre l'«*obscénité*» du FN.

Mme Le Pen «*a parfaitement résumé la situation*»: «*En marche, c'est nous!*», a-t-il notamment lancé laissant ainsi entendre que «crève», c'est l'extrême droite.

Sur TF1, il a ensuite affirmé que la candidate FN avait «*constamment cherché à (l)e salir*» et dénoncé un parti qui «*porte la haine et la division du pays*».

> **Les Français ne sont pas assez idiots pour élire un président et ne pas lui donner les moyens ensuite de légiférer**

Des échanges qui donnent le ton à deux jours du débat télévisé entre les deux finalistes. Il y a 15 ans, Jacques Chirac avait refusé ce rendez-vous traditionnel d'entre-deux-tours avec Jean-Marie Le Pen.

«*Emmanuel Macron, c'est François Hollande qui veut rester et s'accroche au pouvoir comme une bernique*», a ironisé Marine Le Pen avant de détourner la formule du candidat Hollande en 2012 -mon adversaire, c'est le monde de «la finance»- en lançant: «*Faites barrage à la finance*», qui «*a cette fois un nom*» et un «*visage*», celui d'Emmanuel Macron.

En évoquant «*l'heure du choix*» entre «*l'héritière*» et lui, le leader d'En Marche! a demandé, face aux huées contre Mme Le Pen: «*Ne la sifflez pas! (...) Faites voter, faites la perdre dimanche prochain!*», avant de parler du FN comme du «*parti de l'anti-France*», devant une invitée surprise, la ministre de l'Écologie et finaliste de 2007, Ségolène Royal.

M. Macron a promis de rassembler «*largement*» après le 7 mai, conscient des «*circonstances de cette élection*», et de «*respecter*» ceux qui voteront pour lui mais «*combattront*» ensuite son projet. «*Le projet de Marine Le Pen*» conduit à «*une guerre économique*» et «*à une guerre tout court*», a-t-il lancé. «*Le projet de l'extrême droite, c'est la violence*».

Macron recevra les syndicats s'il est élu

Comme chaque année, Jean-Marie Le Pen, co-fondateur du FN, dont il est aujourd'hui exclu, s'était rendu dans la matinée devant la statue de Jeanne d'Arc, à Paris. «*M. Macron fait la tournée des cimetières, c'est un mauvais présage pour lui*», a-t-il lâché avant de vouloir «*offrir le muguet de la victoire*» à sa fille.

Au même moment, Emmanuel Macron, qui multiplie les commémorations sur le thème de la lutte contre l'extrémisme, fleurissait la plaque en mémoire de Brahim Bouarram, tué par des militants proches de l'extrême droite en 1995.

Le leader de La France insoumise, Jean-Luc Mélenchon, qui a lui aussi rendu hommage, un peu plus tard, à Brahim Bouarram, a rejoint un des défilés du 1er mai, célébré en ordre dispersé.

Devant des militants scandant «*résistance*» et «*Mélenchon Matignon*», il s'est montré très ému mais n'a fait aucune déclaration.

Interrogé sur TF1 sur une hypothèse Mélenchon Premier ministre de cohabitation, M. Macron a noté qu'«*ils sont plusieurs dans ce cas-là*», François Baroin (LR) ayant notamment «*le même syndrome*».

Il a estimé que les Français n'étaient pas assez «*idiots*» pour élire un président «*et ne pas lui donner les moyens ensuite de légiférer*».

Emmanuel Macron a annoncé qu'il allait «*recevoir*» et «*seconcerter*» avec syndicats et patronat mais opposé une fin de non-recevoir à M. Mélenchon qui lui demandait de retirer sa réforme du droit du travail.

Questions sur l'accord législatif FN-DLF

FN

Sortie de l'euro: le virage

Marion Maréchal-Le Pen, députée FN du Vaucluse, a affirmé samedi à Paris que la négociation souhaitée par le FN sur l'Union européenne et l'euro en cas d'accession à l'Élysée de Marine Le Pen commencerait en 2018 et prendrait «plusieurs mois», voire «*plusieurs années*».

«*Marine Le Pen attendra les élections européennes en 2018 dans l'espoir de voir arriver aux affaires nos alliés, notamment en Italie. À partir de là, elle entamera des négociations pour défendre les intérêts de la France sur la suppression des travailleurs détachés par exemple, la primauté du droit français sur le droit européen, la possibilité de faire du protectionnisme et la question de la monnaie*», a détaillé devant la presse la nièce de Marine Le Pen.

«*À l'issue de ces négociations, elle reviendra devant les Français pour leur laisser le choix (...). De toute façon, quelle que soit la position des Français sur ce sujet, ils auront leur mot à dire et il y aura un long débat, vraisemblablement peut-être de plusieurs mois, ou peut-être plusieurs années avant que nous prenions cette décision historique*», a estimé la députée, qui s'exprimait à l'issue d'une conférence de presse commune scellant l'alliance entre la présidente «en congé» du FN et Nicolas Dupont-Aignan, patron de Debout la France.

Marine Le Pen a régulièrement répété que, dès son élection, si elle remportait la présidentielle, elle entamerait une négociation avec l'UE pour «*restituer au peuple français sa souveraineté monétaire, législative, territoriale, économique*». À l'issue de cette négociation à laquelle elle accordait six mois, elle prévoyait un référendum sur l'appartenance à l'UE.

Marion Maréchal-Le Pen a rejeté ce délai de six mois: «*Je pense que cette position, même sur le plan des traités stricto sensu et du droit, n'apparaissait pas tout à fait réalisable.*» «*Ça sera un long processus, un processus mûri, ce sera un processus profondément démocratique*», a-t-elle estimé.

EN MARCHE

Un millier d'avocats rejoignent un appel à voter Macron

Un millier d'avocats ont rejoint un appel, lancé vendredi par des avocats parisiens sur les réseaux sociaux, à voter au second tour de la présidentielle Emmanuel Macron contre Marine Le Pen, dont l'élection conduirait à leurs yeux «*à la fin de l'Etat de droit*».

Cet appel, initié par 17 avocats parisiens, avait été rejoint à la date de dimanche par un millier de signataires, la plupart avocats, selon la page Facebook dédiée à la promotion de ce texte.

«*Le programme du Front national, et partant son arrivée au pouvoir, conduirait à la fin de l'Etat de droit*», peut-on lire dans cette pétition, également révélée par *L'Obs*.

Questions sur l'accord législatif FN-DLF

Nicolas Dupon-Aignant affirme que l'accord entre son parti et le Front National prévoit de réserver 50 circonscriptions à Debout La France. Pour Marine Le Pen, la discussion n'a pas eu lieu

Marine Le Pen a affirmé hier sur Europe 1 qu'un «*débat*» avec son nouvel allié Nicolas Dupont-Aignan sur un accord pour les législatives n'avait «*pour l'instant pas eu lieu*», alors que le président de Debout la France a confirmé l'existence d'un tel accord sur BFMTV quelques instants plus tard.

Interrogée sur un tel accord, la candidate au second tour de la présidentielle a répondu sur Europe 1: «*Pour l'instant, ce débat n'a pas eu lieu. Chacun présente ses candidats et nous verrons bien ce qui se passera. L'important, pour l'instant, c'est la présidentielle*».

M. Dupont-Aignan, auquel on demandait sur BFMTV/RMC s'il allait présenter des candidats Debout la France partout et si dans 50 circonscriptions, il n'y aurait pas de candidat Front national contre sa formation, a répondu: «*Tout à fait*». «*Debout la France reste un parti équilibré, qui déposera des candidatures dans plus de 525 circonscriptions*» sur 577, a-t-il glissé plus tard.

«*On verra comment tout cela se passera après la présidentielle. L'objectif est de gagner cette présidentielle*», a-t-il ajouté.

Comme on lui lançait qu'avoir des députés DLF allait contribuer à sauver financièrement son parti, M. Dupont-Aignan a riposté: «*C'est indigne*» et critiqué des propos à ce sujet d'Emmanuel Macron, qui «*ne pense qu'à l'argent*» selon lui.

«Debout la France déposera des candidatures dans plus de 525 circonscriptions» sur 577, a affirmé Dupont-Aignant.

Assurant que sa «*campagne présidentielle est équilibrée au centime près grâce notamment à 450.000 euros de dons grâce à la souscription*», le président de Debout la France a affirmé qu'il «*n'y aura pas un centime du FN dans le parti DLF*».

Interrogé sur les modalités de l'accord évoquées dans le *Journal du dimanche*, 50 circonscriptions où le FN laisserait le champ libre à Debout la France, 50 circonscriptions où le parti de Marine Le Pen laisserait la place à celui de Nicolas Dupont-Aignan, un haut responsable frontiste a confirmé: «*Oui c'est le principe*».

«*Le dispositif précis est en préparation*», a ajouté ce dirigeant, qui a préféré garder l'anonymat.

fin de l'Etat de droit», peut-on lire dans cette pétition, également révélée par *l'Obs*.

Le patron d'Airbus s'engage pour Macron

Tom Enders, PDG du groupe aéronautique européen Airbus, a apporté un soutien écrit à Emmanuel Macron (En Marche!) pour le second tour de l'élection présidentielle, selon une lettre dévoilée sur le réseau Twitter et confirmée par Airbus. Dans ce courrier informel et chaleureux de cinq paragraphes, écrit en français, l'Allemand de 58 ans tutoie M. Macron pour l'assurer de son «*plein soutien pour le deuxième tour de l'élection ainsi que pour les élections législatives qui suivront*», selon le texte mis en ligne, notamment par le journaliste Jean-Dominique Merchet et le journal *l'Opinion*. «*L'engouement que tu as réussi à susciter est pleinement mérité: tu incarnes de manière très concrète le changement*», dit M. Enders. «*S'agissant d'Airbus, je perçois très favorablement les propositions que tu as faites*», ajoute-t-il.

Un 1er Mai en ordre dispersé

FÊTE DU TRAVAIL Les syndicats ont célébré le 1er Mai en ordre dispersé. Des heurts ont éclaté en marge du défilé parisien, faisant six blessés dans les rangs de la police

Dans l'ensemble de la France, la mobilisation d'hier a réuni quelque 142 000 personnes, selon le ministère de l'Intérieur, qui relève que l'an dernier, en pleine contestation de la loi travail, elles étaient 84 000 à défiler. Les calculs de la CGT donnent 280 000 personnes, contre 110 000 en 2016. On a donc été très loin des chiffres de 2002, quand le second tour de la présidentielle opposait Jacques Chirac à Jean-Marie Le Pen: 1,3 million de personnes (selon le ministère de l'Intérieur) avaient alors battu le pavé dans toute la France à l'appel des syndicats CGT, CFDT, FO, FSU et Unsa pour barrer la route au FN.

Insistant sur la nécessité d'une « rupture avec les politiques libérales », la CGT a toutefois réaffirmé, hier, « son combat contre l'extrême droite et la nécessité de lui faire barrage en toutes circonstances ».

La manifestation parisienne a rassemblé entre 30 000 et 80 000 personnes dans une ambiance qui s'est rapidement tendue, faisant oublier l'aspect festif de tradition dans les cortèges du 1er Mai. « Des individus masqués et encagoulés ont jeté des projectiles et des cocktails Molotov sur les forces de l'ordre », qui ont répondu en faisant « usage de grenades lacrymogènes », a indiqué la police.

Six policiers ont été blessés. Le ministre de l'Intérieur, Matthias Fekl, a dénoncé des « centaines de casseurs professionnels » et évoqué un fonctionnaire « grièvement touché à la main, et un autre sérieusement brûlé au visage ». Cinq personnes ont été interpellées pour port d'arme prohibé, violences sur agents de la force publique et dégradations. Ces heurts, qui ont forcé plusieurs fois le cortège à s'arrêter, ont aussi laissé sur leur passage des vitrines ou des Abribus brisés.

Marine Le Pen (FN) a réagi aux violences dans un tweet : « C'est cette chienlit et ce laxisme que je ne veux plus voir dans nos rues. » Son adversaire, Emmanuel Macron (En marche !), a rendu, lors de son meeting à Paris, « un hommage tout particulier aux CRS », qui « ont encore eu à subir des violences et ont été blessés ».

Désaccords à la CGT

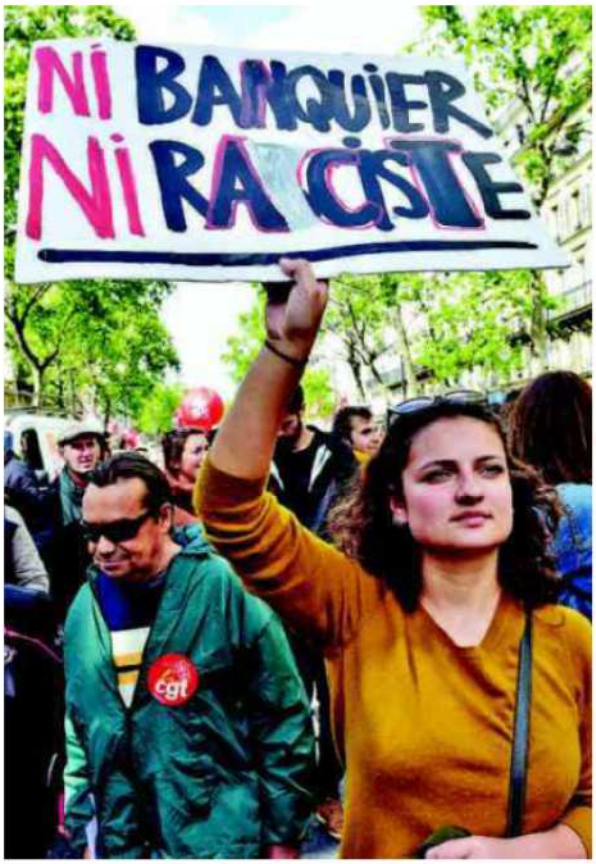
Les incidents parisiens se sont déroulés en marge d'une journée de mobilisation en ordre dispersé dans toute la France : les uns appelaient à « faire barrage » à la candidate d'extrême droite, d'autres à voter Macron et certains à « battre les deux candidats ».

Le dirigeant de La France insoumise, Jean-Luc Mélenchon, dont beaucoup de militants participaient à la manifestation parisienne, a fait une apparition en tête du cortège, où se trouvaient les leaders syndicaux Philippe Martinez (CGT), Jean-Claude Mailly (FO), Bernadette Groison (FSU) et Cécile Gondard-Lalanne (Solidaires).

Déjà unies pour s'opposer à la loi travail, ces centrales, qui ont appelé à « faire barrage » au Front national de Mme Le Pen, n'ont toutefois pas invité ouvertement à voter pour son adversaire.

Dans le pays, les rassemblements à l'appel de cette intersyndicale ont mobilisé au moins 4 800 personnes à Marseille, 4 000 à Nantes, près de 7 000 à Toulouse, selon la police. Dans les rangs des principaux syndicats, des voix appelaient aussi « à battre les deux candidats ». « Nous sommes contre le fascisme et contre la finance », expliquait Romain Altmann, secrétaire général d'Info'Com-CGT. Une position avec laquelle M. Martinez s'est dit « en profond désaccord ».

Quant à la CFDT et l'Unsa, qui ont appelé à voter Macron pour « battre » la candidate FN, elles avaient mobilisé de leur côté. À Paris, comme en régions, elles ont réuni à chaque fois quelques centaines de personnes.



Dans le défilé parisien, hier, on était loin du front anti-Le Pen qui avait prévalu le 1er mai 2002. PHOTO AFP

DANS LA RÉGION

GIRONDE À Bordeaux, entre 4 000 et 8 000 manifestants dans un cortège où la CFDT était absente, préférant défiler de son côté. À Arcachon, 250 personnes ont battu le pavé à l'appel des comités locaux d'En marche ?!.

CHARENTE À Angoulême près de 700 personnes ont défilé « contre l'extrême droite, contre l'ultralibéralisme, pour la paix, la prospérité et la justice sociale ». La CFDT et FO manquaient à l'appel.

CHARENTE-MARITIME Les syndicats ont joué la carte de la proximité. Les rassemblements de Royan et de Rochefort ont attiré chacun une centaine de personnes, Saintes, le double, et La Rochelle 600.

DORDOGNE 750 personnes ont pris part au défilé à Périgueux et entre 350 et 400 à Bergerac. Aux militants CGT, FSU et PCF sont venus se greffer en nombre des sympathisants de La France insoumise.

LOT-ET-GARONNE Près de 500 personnes à Agen mais des voix discordantes, les uns ayant pris leur parti de voter Macron en se pinçant le nez, quand les autres appelaient au ni Le Pen, ni Macron.

LANDES Sous les banderoles, de la CGT à FO et à l'exception notable de la CFDT, un millier de personnes ont défilé à Dax. Il a été question de mobilisation contre l'extrême droite et de vigilance face à Macron.

BÉARN Un millier de personnes à Pau, où à côté des syndicats, du PCF et du PS on croisait des représentants de La France insoumise.

PAYS BASQUE Plus de 2 000 à braver la pluie à Bayonne, CGT en tête et CFDT en queue de cortège. Entre les deux, pêle-mêle : le syndicat basque LAB, la mouvance antifasciste et l'association altermondialiste Bizi !

« Un troisième tour social »

1ER MAI Près de 700 personnes ont manifesté hier à Angoulême. À Cognac, il n'y avait pas foule

BERTRAND RUIZ ET JONATHAN GUÉRIN

À Angoulême (à gauche), on a défilé, tandis qu'une manifestation statique se tenait à Cognac. PHOTOS QUENTIN PETIT ET JONATHAN GUÉRIN

Pas de mouvement de masse comme en 2002 où 10 000 personnes avaient manifesté dans les rues d'Angoulême. Hier matin, près de 700 personnes ont répondu à l'appel de la CGT, FSU et Solidaires. En tête du cortège, les syndicats ont fait valoir leur position « contre l'extrême droite, contre l'ultralibéralisme, pour la paix, la prospérité et la justice sociale ».

« Ce 1er mai est particulier parce qu'il tombe dans l'entre-deux tours », relève Samatha Dumousseau, secrétaire départementale de la CGT en Charente. « Nous appelons clairement à faire barrage à l'extrême droite, à combattre le FN. Mais la CGT ne peut pas non plus accepter la remise en cause des droits sociaux portée par le candidat de l'ultralibéralisme. On ne lâche pas le cap. Le troisième tour sera social et il se déroulera dans la rue ».

Relégués en fin de cortège, les partis politiques présents (le PCF et la France Insoumise) défilaient sous leurs bannières respectives. Mais hier, ceux sont bien les partisans de Jean-Luc Mélenchon qui donnaient de la voix, en reprenant à diverses reprises le slogan « ni Le Pen, ni Macron ». La CFDT, elle, manquait à l'appel. Et Force Ouvrière avait de son côté organisé un meeting interne dans ses locaux : « On avait prévu ce meeting de longue date », indique Patrick Gardin, secrétaire départemental FO. « Ce qui ne nous empêche pas de nous rejoindre, avec la CGT, sur l'essentiel des revendications ». À une nuance près : si la CGT appelle à faire barrage au FN dans les urnes, Force Ouvrière ne donne jamais de consigne de vote. Cela avait déjà été le cas en 2002…

Cognac sous l'eau

Comme un signe du destin, il s'est mis à pleuvoir, hier à 11 heures, au moment où la CGT avait donné rendez-vous. Seule une petite quarantaine de manifestants a répondu présent. « Ce n'est pas grave », relativise Renaud Audidier, le secrétaire général de l'union locale. « Le 1er mai est une fête symbolique, un droit que les travailleurs ont gagné. Et on sait que la défense des salariés sera toujours nécessaire, vu les programmes destructeurs pour le monde du travail que les deux candidats à l'élection présidentielle nous promettent. On ne laissera pas passer une politique de destruction des acquis sociaux… » Faute de combattants, le défilé s'est mué en manifestation statique, avant de partager le brin d'aillet traditionnel.

RUFFEC

Hier, près de 170 personnes étaient présentes, sous la pluie, au départ de la manifestation ruffécoise, à l'appel de la CGT, FSU et la Confédération paysanne. Outre les prises de paroles syndicales traditionnelles, le collectif de défense de l'hôpital et le collectif pour le maintien des arrêts TGV en gare de Ruffec ont pu faire valoir leurs arguments. Pour la première fois, le cortège du 1er mai avait symboliquement choisi d'effectuer une boucle au départ de la gare.

Gel : Jérôme Despey vient constater les dégâts

Jérôme Despey, secrétaire adjoint de la FNSEA. PHOTO S. J.

AGRICULTURE Secrétaire général adjoint de la FNSEA, responsable de la commission viticole du syndicat agricole majoritaire et président du conseil spécialisé des vins de France AgriMer, Jérôme Despey se rendra sur des propriétés viticoles aujourd'hui, du côté de Saint-Genis d'Hiersac. Il fera un point sur l'épisode de gel qui a frappé des milliers d'hectares la semaine dernière.

Debout la France navigue à vue en Charente

POLITIQUE En Charente, le parti, dont le leader a annoncé son ralliement à Marine Le Pen, compte une trentaine d'adhérents

PRÉSIDENTIELLE 2017

BERTRAND RUIZ
b.ruiz@sudouest.fr

Cécile Bayle de Jessé, tête de liste aux Européennes de 2014, Nicolas Dupont-Aignan et Jean-Yves de Prat. PHOTO ARCHIVES A. LACAUD

Faut-il s'étonner du ralliement de Nicolas Dupont-Aignan à Marine Le Pen, dans l'entre-deux tours de cette élection présidentielle ? « Ça fait quelques jours qu'il en était quand même question », réagit à chaud Jean-Yves de Prat. L'ancien élu angoumoisin, ex-villiériste, a longtemps porté la parole de Debout la République puis de Debout la France en Charente.

Depuis, alors que le parti de Nicolas Dupont-Aignan ne totalise qu'une trentaine d'adhérents dans le département (pour un score de 5,03 % au premier tour de la présidentielle), Jean-Yves de Prat a cédé la main à la jeune génération. Signe de porosité idéologique avec le Front national, son successeur, Nicolas Duquerroy, est un transfuge du parti d'extrême droite pour avoir dirigé les jeunes FN charentais.

« Un type qui rassure »

Nicolas Duquerroy avait même tenté, sans succès, de monter une liste municipale, dans le village de Valence, en 2014… On se souvient aussi que, lors de la venue de Nicolas Dupont-Aignan à Angoulême en juin 2016, Christophe Gillet, l'ancien secrétaire départemental du FN évincé aux lendemains des régionales de 2015, était dans l'assistance, prêt à « donner un coup de main »… Aujourd'hui, à l'heure du rapprochement effectif avec le Front national, Nicolas Duquerroy, qui a quitté le FN avec perte et fracas, assure que son bulletin sera blanc dimanche. « J'assume mon passé mais, pour moi, la page FN est tournée. Je reste fidèle à Nicolas Dupont-Aignan et je respecte ceux qui font un autre choix que le mien. Mais ma campagne s'est arrêtée à la fin du premier tour. Au soir du second tour, DLF reprendra ses positions et le FN les siennes », veut-il croire.

Jean-Yves de Prat n'est pas sur la même ligne. Le président honoraire de DLF en Charente est tenté par le vote FN : « Avant ce ralliement, mon idée, c'était de voter blanc au second tour. Maintenant, je choisis de faire totalement confiance à Nicolas Dupont-Aignan ». Et, sous-entendu, de glisser un bulletin FN dans l'urne… « Ma décision n'est pas tout à fait irréversible. Nous voulons d'abord faire le point avec les militants que nous sommes en train de consulter », nuance-t-il à peine. « Nicolas Dupont-Aignan a pris un gros risque. Mais après tout, plus rien ne sera comme avant ». Jean-Yves de Prat est tout de même conscient qu'en s'attachant le patron de DLF, Marine Le Pen drague ostensiblement la droite hésitante, celle qui voit en Dupont-Aignan « un type qui rassure ».

Militaire et électron libre de la vie politique charentaise, Dominique de Lorgeril avait conduit la liste Debout la France en Charente aux dernières élections régionales : « La seule chose que je puisse dire aujourd'hui, c'est que Nicolas Dupont-Aignan est quelqu'un d'engagé, d'intègre et de désintéressé, fidèle à l'idée d'un gaullisme social. Alors, oui, ce ralliement m'a surpris et ébranlé. Ce n'est pas ce que j'attendais ». L'ex-tête de liste DLF est dans l'expectative. « Je ferai mon choix comme beaucoup au dernier moment », indique celui qui a longtemps milité pour la reconnaissance du vote blanc.

Le prêtre contre les extrêmes

COGNAC Questionné par les fidèles, le père Baudoin a livré un texte où il appelle à lutter contre les extrêmes au second tour de la présidentielle

Comme beaucoup d'autres hommes d'église, le père Baudoin a été interrogé par ses fidèles de Cognac sur l'attitude à avoir pour le second tour de l'élection présidentielle. « Cela venait de pratiquants, mais pas seulement, précise-t-il. Beaucoup sont déboussolés, en manque de repères. L'ambiance générale est à des débats passionnels mais il y a peu de raisonnements sur le fond. »

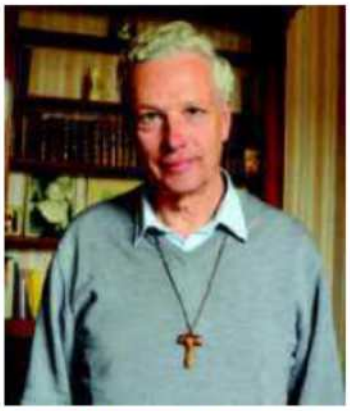
Usager d'Internet, Baudoin a choisi alors de poster un texte de deux de pages sur le blog du diocèse. Jamais le nom de Marine Le Pen n'est écrit, mais l'idée d'une lutte contre « les extrêmes » est là : « Un président qui serait élu en rassemblant des protestataires de toutes sortes ne peut nous conduire que vers un drame. […] Sans une partie des Français, sans une partie de l'Europe, nous allons à notre perte. Gardons-nous de la tentation de la violence qui désigne des boucs émissaires qu'il faudra châtier demain : les riches pour les uns, les fainéants ou les étrangers pour les autres, l'Europe pour beaucoup. »

Il précise encore que « la tentation du repli sur soi et de l'exclusion est celle du démon et est donc suicidaire. »

Alors pourquoi ne pas donner de consigne de vote ? « J'apporte un éclairage et chacun est dans l'isoloir face à sa conscience, répond le père Baudoin. Je ne donne pas de nom mais on comprend très bien, et il n'y a pas d'ambiguïté. »

Jonathan Guérin

L'intégralité du message est à retrouver sur le blog http://eglisecognac.fr



Le père Baudoin a pris parti contre « les extrêmes ».

PHOTO ARCHIVES SOPHIE CARBONNEL

Il ne pourra pas défier le Front national

POLITIQUE Le Cognaçais Julien Chollet a été empêché de déployer ses affiches pro-migrants à Béziers qui répondent à celles du maire

JONATHAN GUÉRIN
j.guerin@sudouest.fr

Symboliquement, Julien Chollet devait aller à Béziers, cette semaine, pour marquer le début de sa campagne « humaniste », destinée à contrer celle « anti-migrants » du maire Robert Ménard. « Je suis au regret d'annuler car tous les annonceurs ont refusé », explique le Cognaçais.

C'est la fin d'un mouvement commencé il y a six mois. En octobre, Julien Chollet (que l'on connaît en Charente pour avoir fait partie du festival Blues Passions) découvre avec stupeur l'initiative de Robert Ménard : une affiche présentant des personnes de couleur sous des traits menaçants, avec cette inscription : « L'État nous les impose. Ça y est, ils arrivent… Les migrants dans le centre-ville ».

Le directeur artistique charentais décide alors de réagir. Sur Internet, un mouvement se crée : les bonnes volontés sont appelées à donner sur une plateforme de financement participatif, afin d'imaginer une réponse pour « promouvoir l'ouverture sur le monde et la solidarité » et « lutter contre l'idéologie de haine ».

Julien Chollet voulait proposer une affiche humaniste pour répondre « à la haine de Robert Ménard ». PHOTO ARCHIVES MICHEL AMAT

Près de 6 000 euros récoltés

L'initiative est un succès. Toute la presse parle alors de celui qui s'oppose à Robert Ménard. Marc Large, dessinateur à « Sud Ouest », apporte son soutien, tout comme une série d'hommes et femmes politiques (essentiellement à gauche). Au final, 5 860 euros sont collectés.

Dans l'intervalle, le maire de Béziers a retiré ses affiches, sous le coup d'une enquête pour provocation à la haine raciale. Mais les problèmes se sont enchaînés du côté de Julien Chollet : « Plusieurs prestataires ont été démarchés pour une campagne devant commencer entre le premier et le second tour de la présidentielle. Certains ont dit qu'ils n'acceptaient pas les messages à caractère politique. D'autres ont donné un accord de principe mais ont sans cesse retardé la réalisation. J'aurais pu aller en justice en constatant un refus de vente, mais je n'avais pas envie d'embarquer tous les gens qui ont participé là-dedans. »

Robert Ménard condamné

Julien Chollet va donc rendre l'argent aux donateurs, mais compte bien faire la promotion de l'affiche réalisée. « J'ai volontairement attendu le deuxième tour de l'élection présidentielle pour effectuer cette annonce et l'utiliser pour faire barrage au parti soutenu par Robert Ménard et présidé par Marine Le Pen. Le maire de Béziers vient à nouveau d'être condamné pour provocation à la haine et je ne souhaite pas un pays avec ce parti extrémiste et dangereux à sa tête. »

Le Cognaçais garde toutefois un sentiment d'amertume de « cette histoire un peu longue et un peu frustrante » : « Ça veut dire que Robert Ménard peut faire sa propagande nauséabonde sur ses affiches municipales sans qu'on puisse lui répondre. C'est grave et assez triste. »

L'instruction relative au volet judiciaire de cette affaire est toujours en cours. Mais le maire de Béziers a été condamné la semaine dernière pour provocation à la haine et à la discrimination pour des propos sur le nombre d'enfants musulmans parmi les élèves de la ville.

CHÂTEAUBERNARD

Amiante et travail. Le Collectif interprofessionnel pour la défense des victimes de l'amiante et du travail tient sa permanence ce mercredi 3 mai de 15 heures à 18 h 15, à la salle Jean-Tardif.